Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier
Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier
Band: 24 (2008)

Artikel: "Giù le mani dall'Officina!" : Traces de grève à Bellinzone
Autor: Rossi, Gabriele
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520320

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 09.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

«Giù le mani dall'Officina!». Traces de grève à Bellinzone

Gabriele Rossi

La grève des ateliers mécaniques des Chemins de fer fédéraux à Bellinzone en mars-avril 2008 a été particulière. Préparée et dirigée par un Comité de grève composé d'ouvriers de l'entreprise, elle a été soutenue et organisée par des syndicats qui, bien qu'ayant derrière eux des traditions et des points de vue différents, ont collaboré étroitement sur le terrain, sans prétendre être au premier plan, ni prendre les décisions à la place des travailleurs. Ce mouvement social a aussi touché toute la population tessinoise et des vallées italophones des Grisons, mais pas seulement, qui a vu dans cette lutte une possibilité d'exprimer son mécontentement quant aux effets, sur le plan régional, de choix stratégiques qui étaient décidés ailleurs, en fonction d'intérêts extérieurs.

C'est ainsi que se sont affirmés les défenseurs de l'idée selon laquelle les entreprises publiques et parapubliques exerçaient une fonction de protection et de service à l'égard des régions marginales pour permettre au fédéralisme helvétique de continuer à redistribuer les richesses, évitant ainsi que se créent des déséquilibres excessifs qui susciteraient des conflits intérieurs dans un pays aux rapports interrégionaux complexes. Mais ceux qui sont sensibles aux slogans populistes du type «rester maîtres chez soi» ont aussi réagi aux choix technocratiques de managers «étrangers».

Les travailleurs voyaient surtout que les résultats de l'entreprise étaient bons et n'entendaient pas faire les frais des erreurs de gestion des CFF dans les investissements internationaux. L'idée qu'il s'agissait d'une tentative de vol au détriment de ceux qui n'avaient pas voix au chapitre là où se prennent les décisions s'est ainsi exprimée avec le slogan «Giù le mani dall'Officina!» («Bas les pattes des ateliers mécaniques!»), que certains ont transformé en «Giù le mani dal Ticino!» («Bas les pattes du Tessin!»).

Les autorités politiques cantonales et les représentants du Tessin à Berne se sont unis à la protestation de manière compacte; d'un côté, certains ont cherché à proposer un débouché légal alors que s'accumulaient les signes de formes de luttes plus violentes à l'extérieur des Ateliers mécaniques, comme quand la

manifestation publique a été déviée par un groupe pour occuper quelques minutes la ligne ferroviaire Bâle-Chiasso, juste le temps d'immortaliser le maire de Bellinzone assis sur les rails. De l'autre, c'était une bonne occasion de montrer à la Confédération qu'on en était arrivé à un point extrême dans un Canton qui, seul dans son cas, restait bloqué dans les chiffres rouges alors que les espoirs suscités par les grandes transversales alpines se brisaient face à la réalité d'un projet peu clair et toujours moins facile à réaliser, surtout vers le Sud et la liaison avec Milan.

Les organisations religieuses, en particulier l'Église catholique de manière très affichée, se sont elles-mêmes profilées en faveur des grévistes, à tel point que l'évêque a dit la messe de Pâques dans le fameux hangar des peintres des ateliers mécaniques.

La notion même de « grève » a subi une transformation qui l'a détachée de son image traditionnelle, celle d'une forme d'action de la gauche, syndicale et socialiste, peut-être au fond illégale, et de toute manière peu compatible avec les besoins de l'économie, une lutte portée à la seule défense de privilèges. La grève est maintenant devenue la seule arme pour opposer de la résistance : « Résister, résister, résister ! », criaient les ouvriers ; « résister, résister, résister ! », criait la foule dans les cortèges ; ce que l'on semblait lire aussi sur les lèvres des cinq conseillers d'État descendus dans la rue, un peu confus et embarrassés dans la cohue, mais engagés avec fermeté.

Les réactions au-delà des Alpes et de la frontière ont été nombreuses ; ce qui était aussi une nouveauté. Au-delà du Gothard, les avis divergeaient et l'incompréhension dominait parmi les politiciens, voire une certaine amertume envers une région tellement aidée et tellement ingrate. Le Comité de grève a toutefois reçu de nombreuses attestations de participation favorisées par le fait que l'entreprise était fédérale et la solidarité des collègues de travail très étendue.

Mais pourquoi tout cela est-il arrivé ? Pourquoi le Tessin et les proches vallées italophones des Grisons se sont-ils montrés si sensibles à tous les niveaux ?

Un territoire conditionné par les trafics

Le Gothard a mené le Tessin en Suisse. Quand Bellinzone s'est offerte aux Suisses au XVIe siècle, elle a simplement pris acte du fait que le duché de Milan étant désormais en crise, les nouveaux patrons des trafics étaient les Suisses : alors qu'elle était jusque-là la place forte du contrôle du col vers le Nord, elle est alors devenue le dernier bastion méridional de la Confédération au-delà duquel les territoires étaient négociables pour des raisons de bon voisinage et d'équilibre entre les grandes puissances. Plus tard, la route du col autour de 1830, mais

surtout la ligne de chemin de fer de 1882, apportèrent encore à Bellinzone son deuxième pilier économique: celui des transports et des communications, auquel s'ajoutera bientôt un troisième, celui de l'administration cantonale.

L'activité des ateliers mécaniques dans les nouveaux hangars a commencé en 1894, mais on travaillait déjà depuis une douzaine d'années dans des établissements proches de la gare. Il y a eu en peu de temps plus de 500 travailleurs et les ateliers étaient la seule usine à main-d'œuvre masculine d'une telle importance dans le Canton. C'était un lieu de rencontre entre travailleurs tessinois, suisses allemands et italiens du Nord: en 1905, 84 ouvriers provenaient du Nord des Alpes, 108 d'Italie, 357 du Tessin et 11 des Grisons italophones. Il n'est donc pas surprenant que les ateliers mécaniques aient été un creuset d'expériences et contribué au développement du syndicalisme et du socialisme à Bellinzone au cours des deux dernières décennies du XIXe siècle. Du Nord arrivait l'ample spectre des activités liées au Grütliverein, au sein de la section duquel la langue allemande a continué de prévaloir jusqu'en 1911: Männerchor, musique des chemins de fer, salle de lecture dans le local social. Même les sections syndicales ont pris le style d'outre-Gothard alors que les liens avec les structures tessinoises se sont renforcés très lentement à partir des premières années du XXe siècle. Les premières tentatives de constituer un mouvement politique de tendance ouvrière, sur la suggestion d'Hermann Greulich, remontent pour leur part à 1896. Lors de la réunion préparant la fondation du Parti socialiste tessinois, en octobre 1899, la moitié des présents étaient des employés des ateliers mécaniques.

La ville s'est structurée autour de ses trois activités: sa partie Sud-Ouest a accueilli les édifices de l'administration cantonale, le tribunal, l'école de commerce; au Nord-Ouest se sont étendus les bâtiments et les terrains militaires; alors qu'au Nord-Est se trouvaient les quartiers des chemins de fer. L'influence suisse alémanique se percevait dans toute la ville et même la mentalité des habitants en a fait la moins italienne des villes tessinoises. Le rapport avec les chemins de fer, qui étaient encore privés, avec la Gotthardbahn, a été toujours plus étroit, ce que démontre l'attitude de la population lors de deux grèves. En 1901, les ouvriers des ateliers mécaniques sont entrés en action pour éviter des licenciements: le mouvement, plutôt compact, a atteint ses objectifs. La presse et la population ont appuyé les ouvriers. En novembre 1918, Bellinzone a aussi été l'un des rares lieux tessinois à avoir participé activement et fortement à la grève générale.

Les années des conflits mondiaux et du second après-guerre ont ensuite rendu moins perceptible ce lien populaire, même si, par exemple, c'est à nouveau une initiative liée aux milieux des chemins de fer qui a rendu possible la constitution d'une coopérative du bâtiment qui a réalisé le quartier dit «Stalingrad», dans la

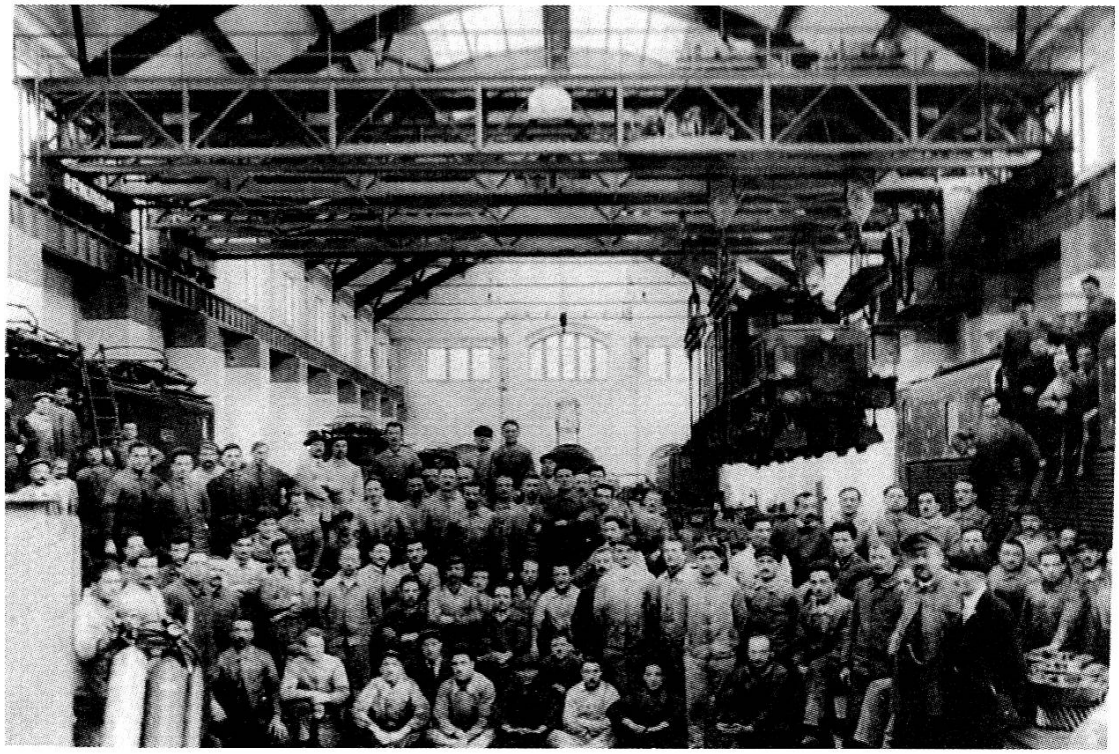
périphérie Nord de la capitale. Même le transvasement du trafic de transit des chemins de fer à l'autoroute n'a pas mis en doute le fait que les premiers resteraient durablement un point fixe de référence. Le Canton a ainsi continué de manifester sa confiance envers les trafics en acceptant les désagréments pour l'environnement provoqués par le passage des camions et en soutenant le tunnel ferroviaire de base.

Toutefois, à partir de 1976, et même dès la fin de l'année précédente, des rumeurs sur la fermeture des ateliers mécaniques de Biasca, reliés aux ateliers principaux de Bellinzone, se sont mises à circuler autant dans l'entreprise que dans les syndicats. Les CFF ont tout démenti, mais l'un de leurs documents internes confirmait l'existence de ce projet ; à l'époque, les ateliers se montraient déjà productifs en soi, mais antiéconomiques du point de vue d'une vision globale et managériale qui n'était pas explicitée. Supprimer des postes de travail n'allait pourtant pas être facile, soulignait le texte, parce qu'il y aurait des oppositions politiques. Beaucoup de parallèles peuvent donc être dressés avec la situation de 2008, mais surtout le fait que la population et les travailleurs ne pouvaient pas comprendre que les CFF investissent des centaines de milliers de francs pour un établissement qu'ils entendaient fermer. C'est justement cette réalité qui a motivé le groupe syndical à organiser la résistance.

« Giù le mani ! », en 1977 déjà

En 1977, la protestation s'est déjà exprimée par le slogan « *Landfogti*, giù le mani dall'Officina ! » ; une banderole portant ce slogan flottait sur le toit des bâtiments. L'image qui en résultait était celle d'un pouvoir externe, absolu et antidémocratique, différent aussi de culture et de langue. Mais Biasca était trop petite pour susciter une mobilisation générale, alors que les habitudes des syndicats des chemins de fer de ces années privilégiaient encore le dialogue et le compromis avant tout. Il y a donc eu alors un grand écart entre le symbole de la lutte, « Giù le mani ! », et les pratiques mises en acte pour dépasser cette crise. Le premier choc pétrolier avait déjà secoué les fondements des Trente glorieuses, mais les ailes du nouveau système néolibéral ne s'étaient pas encore déployées ; c'est pourquoi l'affaire de Biasca s'est enlisée pendant sept ans. L'expérience a toutefois laissé quelques traces parmi les militants syndicaux qui ont commencé, petit à petit, à exiger une plus grande radicalisation du mouvement, privilégiant la confrontation plutôt que la collaboration.

En 1996, le syndicat des chemins de fer, devenu entre-temps le syndicat du personnel des transports, a soumis pour la première de l'après-guerre le principe d'une grève au vote de ses membres ; les critères de cette décision démocratique interne ont empêché de fait que le oui l'emporte, parce que trop peu de membres



Construction réalisée en 1919 pour l'assemblage des locomotives électriques ; photo publiée dans *Il Ticino e i suoi fotografi,* Berne, Benteli, 1987, p. 186.

Assemblée de grève dans la Pittureria, avec les pantalons accrochés à la paroi, un des symboles de la grève ; au fond on aperçoit la locomotive avec le slogan de la manifestation à Berne lors de la journée des pères, « Giù le mani dal mio papà ». Photo Tiziano Brunetti, Arbedo. Fonds Sciopero Officina Bellinzona 2008 (FPC 61), Archives Fondazione Pellegrini-Canevascini.

ont pu s'exprimer; mais la proportion de ceux qui étaient favorables à la grève a été très importante. À cette époque, c'est un véritable passage progressif au privé, ou à des formes de gestion privée, de tout le secteur ferroviaire rentable qui était en marche. Il en résultait que les ouvriers et les employés qui s'identifiaient à l'entreprise et à sa fonction publique se sentaient lâchés par les dirigeants économiques et politiques. Défendre le service public et les chemins de fer exigeait désormais un affrontement.

En octobre 2000, face à un nouveau projet de restructuration présenté par les CFF, s'est créé à Bellinzone un Comité de crise rapidement intitulé « Giù le mani dall'Officina ! ». Ce Comité rassemblait autour des réalités de l'entreprise toute une série de personnalités et d'organisations qui proposaient des voies alternatives. La réorganisation des syndicats a mené en 2001 à la transformation de la vieille section *WAV-Unione operai officine Bellinzona e Biasca* (Union des travailleurs des ateliers mécaniques de Biasca et Bellinzone) en un Groupe local des ouvriers du matériel roulant de Bellinzone dont le comité développait des positions clairement éloignées de l'attitude traditionnelle du syndicat SEV. C'est pourquoi des accords de collaboration se sont établis avec le syndicat UNIA. Au cours du printemps 2007, 70 postes de travail ont été supprimés; la réaction syndicale a été si faible qu'une fracture est apparue entre les ouvriers et le syndicat, à tel point qu'une partie des militants se sont transférés à contrecœur du SEV à UNIA en constituant le *Comitato unione operai officine UNIA* (Comité union des travailleurs des ateliers mécaniques UNIA). C'est ce groupe de travailleurs qui s'est retrouvé au cœur de la grève d'un mois, en mars-avril 2008, démontrant à cette occasion une capacité de gérer avec habileté et bon sens une situation très difficile; et surtout de parvenir à créer un réseau de soutien et à étendre la solidarité dans des couches très diverses de la population, y compris au-delà des frontières de la Suisse italienne.

Lors de la grève, le slogan « Giù le mani dall'Officina ! » s'est à nouveau imposé, relié à l'image sympathique d'un petit train-jouet en train de dérailler. Mais pendant les manifestations, une partie de la foule a plutôt crié « Giù le mani dal Ticino ! »; cette dérive populiste n'a jamais été assumée par le Comité de grève et par les syndicalistes. C'est là un aspect caractéristique de la grève des ateliers mécaniques de Bellinzone: on ne revendique pas un traitement de faveur, on ne demande même pas de prendre en considération, dans un discours fédéraliste, les besoins de la périphérie. Les dirigeants de la grève l'ont toujours dit, il s'agissait d'empêcher une décision économique erronée, parce que basée sur des données fausses et sur une vision stratégique aberrante. L'orgueil des ouvriers a marqué profondément la population: pas de charité, mais de la justice ! De manière significative, à peine le projet de CFF Cargo avait-il été

retiré que les ouvriers ont arboré des t-shirts portant l'inscription «Justice est faite!»...

Cette affaire est en outre unique en ce sens qu'elle a provoqué, du côté politique, un soutien général du canton et des communes, au point de voir les étendards communaux exhibés par des porte-drapeaux officiels dans les cortèges et sur les places, les couleurs des Grisons et du Tessin escorter les bannières syndicales en l'absence de tout drapeau suisse. Il ne s'agissait pas d'une volonté d'indépendance, il n'y a pas de mouvement autonomiste au Tessin, mais d'une demande forte et cohérente d'être pris en considération avec sérieux.

Un exercice d'histoire immédiate: documenter une grève

La Fondation Pellegrini-Canevascini s'est mise d'emblée d'accord avec le secrétariat régional d'UNIA pour conserver les traces du mouvement de grève; au moment où la cessation du travail a été décidée, les critères et les responsables de la récolte du matériel ont été déterminés. Il s'est avéré très difficile de garantir la préservation des banderoles, des panneaux et des caricatures exposés dans les locaux des peintres, mais nous y sommes quand même largement parvenus au moment du remplacement de ce matériel. L'unique exception à relever est due à l'écroulement de tout ce qui était accroché à une longue banderole fixée sur une locomotive dans le hangar; ces documents ont été détruits. Mais pour le reste, le système mis en place a bien fonctionné, sous la direction de Teresa Guarna, la responsable des archives au secrétariat régional d'UNIA.

La principale nouveauté a été ici la décision du Conseil d'État tessinois d'ouvrir une ligne de crédit pour l'archivage de la documentation relative à la grève. Nous ne l'avons pas vérifié systématiquement, mais il s'agit sans doute d'une décision extrêmement rare, peut-être unique de la part d'un organisme public. Les Archives d'État tessinoises, sachant que nous étions déjà au travail, ont ensuite chargé le soussigné de coordonner les travaux nécessaires.

Si la majeure partie du matériel récolté était encore de papier, jusqu'à un passé récent, il est désormais presque intégralement audiovisuel ou informatique. Le site organisé pour informer sur la grève et sur les diverses activités qui se déroulaient chaque jour au local des peintres a récolté presque tous les communiqués, les tracts, beaucoup de courriels de soutien, et quelques-uns de critique, les documents préparés pour les visites, avec l'histoire de l'entreprise, les avis de versement financier des communes, la presse ou la documentation spécialisée. De nombreuses minutes de transmission télévisée ont été consacrées à la lutte de Bellinzone. Ce matériel a été conservé. Le grand nombre d'heures de films non transmis à l'antenne pose par contre des problèmes majeurs, notamment légaux. Ce sont des centaines d'heures d'enregistrement des réunions du Comité de

grève, des assemblées, même celles à huis clos. La transcription des dialogues, déjà commencée par l'équipe de Danilo Catti, qui a présenté un documentaire sur la grève au festival international du film de Locarno, va être complétée. Les photographies produites à la demande du Comité de grève ou qui lui ont été fournies ont été enregistrées sur CD ; pour l'occasion, on a aussi respecté la vieille tradition des travailleurs des chemins de fer consistant à immortaliser tous les participants à la grève regroupés les uns à côté des autres. Et nous avons aussi réalisé une série d'autres portraits individuels, accompagnés de quelques données de référence, pour la reconstruction historique de l'événement.

Un autre problème posé par la contemporanéité des faits et de la constitution de leur mémoire concerne les banderoles sur étoffe ou sur plastique. Beaucoup d'entre elles ont été exposées dans les locaux des peintres, même après la grève : elles sont restées là, comme un rappel, alors que se déroule encore la table ronde sur l'avenir de l'entreprise. Elles ne pourront être récupérées qu'après-coup. Pour être conservées, elles devraient être traitées. Mais cela ne permettrait pas de les réutiliser à volonté. Pour l'instant, les banderoles les plus significatives, comme la grande jaune portant le slogan « Giù le mani dall'Officina ! », sont conservées dans le dépôt de la Fondation Pellegrini-Canevascini.

Il est encore plus difficile de traiter le symbole le plus photographié de l'agitation ouvrière, la centaine de vêtements de travail suspendus sur les parois du hangar des peintres. Ils marquent véritablement le paysage et devraient être conservés comme tels. Mais qui peut prendre l'initiative de leur préservation ?

Les innombrables blogs et messages par SMS posent encore d'immenses problèmes de récolte et de conservation de la documentation. Grâce à la disponibilité des syndicats, nous disposerons également des questionnaires réalisés parmi les travailleurs par la Scuola universitaria professionale della Svizzera italiana (l'École universitaire professionnelle de la Suisse italienne).

Une stratégie pour les interviews de ceux qui, de près ou de loin, ont participé aux événements est encore en cours de définition. Une première série a déjà été réalisée pour un livre publié par les éditeurs Salvioni et Fontana, mais il s'agirait de traiter cette source avec davantage de critères scientifiques.

Des informations seront régulièrement fournies sur le site de la Fondation Pellegrini-Canevascini, **www.fpct.ch**.

Gabriele Rossi